AVIS AUX MEMBRES

VERSION FRANÇAISE

AVIS D'AUTORISATION D'UNE ACTION COLLECTIVE
CHRISTIAN LERAY C. META PLATFORMS INC.
(C.S.M. N° 500-06-001196-225)

Le 29 avril 2024, la Cour supérieure du Québec a autorisé l'exercice d'une action collective contre Meta Platforms Inc., l'entreprise opérant le réseau social « Facebook ». L'action collective allègue que Facebook a porté atteinte de façon injustifiée aux droits à la liberté d'expression et à la dignité des membres du groupe visé, en censurant ou contrôlant le contenu lié à la Covid-19, et vise à obtenir une compensation monétaire ainsi qu'une injonction.

Monsieur Christian Leray a obtenu le statut de représentant des membres de l'action collective.

Le jugement d'autorisation est une étape préliminaire qui permet de débuter l'action collective. Ce jugement ne décide pas de la responsabilité de la défenderesse qui pourra faire valoir ses moyens de défense au procès. C'est à la suite de ce procès, qui aura lieu dans le district de Montréal, que la Cour supérieure décidera si la défenderesse, Meta Platforms Inc., doit être condamnée à verser une compensation aux membres et, dans ce cas, quel montant doit être versé.

QUI EST VISÉ?

Ce recours a été autorisé pour le compte des personnes faisant parties du groupe suivant :

> Toute personne, physique ou morale, qui a utilisé ou visité Facebook depuis le 15 mars 2020, et qui a vu ses affichages reliés directement ou indirectement à la pandémie Covid-19, censurés ou qui, ayant voulu le faire, n'a pu prendre connaissance ou accéder à ces affichages, alors qu'elle résidait au Québec ou y avait un établissement;

Toutes les personnes qui satisfont à ces critères pourraient avoir droit à une compensation monétaire en cas de succès de l'action collective.

QUE POURRIEZ-VOUS OBTENIR?

L'action collective réclame 2 000 $ pour chacun des membres qui a vu ses publications censurées et 1 000 $ pour ceux qui ont été simplement empêchés de visionner du contenu censuré.

LES FRAIS D'AVOCAT seront payés en cas de succès uniquement et selon un pourcentage des compensations versées aux membres du groupe qui sera approuvé par la Cour. **Vous n'avez donc rien à payer** à moins d'obtenir une compensation.

LES CONCLUSIONS RECHERCHÉES

Le jugement d'autorisation identifie comme suit les conclusions recherchées par le groupe :

> CONDAMNER la défenderesse à payer au demandeur, et à chacun des membres du groupe ayant publié du contenu sur Facebook lié à la pandémie de Covid-19 et qui a été censuré, la somme de 1 000 $ à titre de dommages-intérêts compensatoires, avec intérêts au taux légal plus l'indemnité additionnelle prévue par la loi depuis le dépôt de la demande pour autorisation d'exercer une action collective;
>
> CONDAMNER la défenderesse à payer au demandeur, et à chacun des membres du groupe ayant publié du contenu sur Facebook lié à la pandémie de Covid-19 et qui a été censuré, la somme de 1 000 $ à titre de dommages-intérêts punitifs, avec intérêts au taux légal plus l'indemnité additionnelle prévue par la loi à compter du jugement au mérite à intervenir;
>
> CONDAMNER la défenderesse à payer à chacun des membres du groupe privés de visionner du contenu censuré alors qu'ils souhaitaient le faire la somme de 500 $ à titre de dommages-intérêts compensatoires, avec intérêts au taux légal plus l'indemnité additionnelle prévue par la loi depuis le dépôt de la demande pour autorisation d'exercer une action collective;
>
> CONDAMNER la défenderesse à payer à chacun des membres du groupe privés de visionner du contenu censuré alors qu'ils souhaitaient le faire la somme de 500 $ à titre de dommages-intérêts punitifs, avec intérêts au taux légal plus l'indemnité additionnelle prévue par la loi à compter du jugement au mérite à intervenir, à l'exception de membres ne possédant pas de compte Facebook;
>
> ORDONNER à la défenderesse de cesser toute forme de censure ou classement des publications ayant pour effet d'empêcher les utilisateurs de Facebook de propager et de recevoir des messages ou informations contredisant ceux des autorités sanitaires, des gouvernements, de l'Organisation mondiale de la santé ou tout autre organisme similaire;

ORDONNER que les réclamations des membres fassent l'objet d'un recouvrement collectif;

RECONVOQUER les parties dans les 30 jours du jugement final afin de fixer les mesures de distribution des montants recouvrés collectivement;

LE TOUT avec les frais de justice, incluant les frais de tous les experts, avis et dépenses de l'administrateur, le cas échéant;

LE DROIT DE S'EXCLURE DU GROUPE

Si vous ne souhaitez pas être membre de l'action collective pour diverses raisons, vous pouvez vous exclure du groupe.

Vous n'aurez alors droit à aucune indemnité si un jugement favorable ou une entente intervient dans cette action collective, et vous serez libre d'intenter un recours individuel si vous le désirez.

Vous avez jusqu'au 18 décembre 2025 pour vous exclure de l'action collective.

Pour vous exclure, vous devez **faire parvenir une lettre à cet effet au greffe de la Cour supérieure du Québec** en indiquant le numéro de cour 500-06-001196-225 :

Greffe de la Cour supérieure du Québec
1 rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B6

Le formulaire d'exclusion joint au présent avis vous est suggéré et, bien que cela ne soit pas obligatoire, les avocats de la demanderesse suggèrent de leur envoyer une copie de votre exclusion aux coordonnées suivantes :

Virtulex avocats
69 rue Gabriel-Lacasse
Gatineau (Québec) J9A 1K2
virtulexavocats@gmail.com

Si vous ne faites rien, vous serez membre du groupe et serez lié par tout jugement rendu dans cette action. Vous ne pourrez pas intenter votre propre action individuelle en la matière.

LES PROCHAINES ÉTAPES

Pour déterminer si l'action collective est bien fondée, un procès aura lieu dans le district de Montréal.

Le jugement d'autorisation identifie comme suit les principales questions de faits et de droit qui seront traitées collectivement :

a) Les règles de conflit du droit international privé québécois doivent-elles être écartées, en tout ou en partie, en vertu de l'article 3076 C.c.Q.?

b) Les tribunaux québécois ont-ils compétence pour entendre l'action, que ce soit en vertu des articles 3148 ou 3149 C.c.Q. ou autrement?

c) Le droit étranger doit-il être exclu et le droit québécois s'applique-t-il en tout ou en partie en vertu des articles 3081 ou 3117 C.c.Q.?

d) Les règles de Facebook, incluant celles encadrant le contrôle du contenu pendant la pandémie de Covid-19 sont-elles inopposables aux membres, vu l'article 11.2 L.p.c.?

e) Advenant que les règles de Facebook soient applicables, les clauses suivantes doivent-elles être annulées, parce qu'abusives ou contraires à l'ordre public :

   i. celles permettant à la défenderesse de contrôler le contenu jugé répréhensible en lien avec la pandémie de Covid-19?

   ii. celles accordant une limitation ou une exonération de responsabilité à la défenderesse?

f) Les règles de Facebook et leur application portent-elles atteinte de façon injustifiée à la liberté d'expression des membres du groupe?

g) Le cas échéant, l'atteinte à la liberté d'expression est-elle illicite et intentionnelle?

h) Le contrôle du contenu effectué par Facebook est-il un comportement fautif générateur de responsabilité?

i) La faute de la défenderesse est-elle intentionnelle? La défenderesse peut-elle exclure ou limiter sa responsabilité, vu les articles 1474 et 1475 C.c.Q. et 10 L.p.c.?

j) L'article 272 L.p.c. permet-il l'octroi de dommages-intérêts punitifs, vu les manquements de la défenderesse aux articles 10, 11.2, 19.1 et 54.4 L.p.c.?

k) Quel est le quantum des dommages-intérêts compensatoires dus aux membres, selon que leur contenu ait été censuré ou qu'ils aient simplement été privés de visionner du contenu prohibé alors qu'ils souhaitaient le faire?

l) Quel est le quantum des dommages-intérêts punitifs dus aux membres - à l'exception des membres n'ayant pas de compte Facebook -, selon que leur contenu ait été censuré ou qu'ils aient simplement été privés de visionner du contenu prohibé alors qu'ils souhaitaient le faire?

VOUS POUVEZ DEMANDER D'INTERVENIR

Un membre peut faire une demande à la Cour pour intervenir dans l'action collective. La Cour autorisera l'intervention si elle est d'avis qu'elle est utile au groupe.

RESTEZ INFORMÉ

Si vous souhaitez recevoir de l'information sur les progrès du dossier, vous pouvez **vous abonner à la liste d'envoi pour ce recours** auprès des avocats du demandeur en remplissant le formulaire au : https://forms.zohopublic.com/virtulexavocatssenc354/form/actioncollectivefacebook/formperma/CXYNJDNU9RzwuNl_mUAY-Z-Zt4PQiSN-v1zWCc7yZKA

ATTENTION. **Votre inscription à l'infolettre n'est pas une réclamation!** Si l'action collective est couronnée de succès, vous devrez faire votre réclamation en suivant la procédure que le tribunal déterminera.

Vous pouvez aussi consulter le Registre des actions collectives où toutes les procédures doivent être publiées : https://www.registredesactionscollectives.quebec/, ainsi que la page web préparée par les avocats du représentant : https://www.virtulexavocats.com/censure-liee-a-la-covid-19-facebook/

En cas de questions, vous pouvez contacter les avocats de Monsieur Leray aux coordonnées suivantes :

VIRTULEX AVOCATS

69 Gabriel-Lacasse
Gatineau QC J9A 1K2
819-743-2955
virtulexavocats@gmail.com

VERSION FRANÇAISE – ABRÉGÉE

AVIS D'AUTORISATION D'UNE ACTION COLLECTIVE
CHRISTIAN LERAY C. META PLATFORMS INC.
(C.S.M. N° 500-06-001196-225)

Le 29 avril 2024, la Cour supérieure du Québec a autorisé l'exercice d'une action collective contre Meta Platforms Inc., l'entreprise opérant le réseau social « Facebook ». L'action collective allègue que Facebook a porté atteinte de façon injustifiée aux droits à la liberté d'expression et à la dignité des membres du groupe visé, en censurant ou contrôlant le contenu lié à la Covid-19, et vise à obtenir une compensation monétaire ainsi qu'une injonction.

Monsieur Christian Leray a obtenu le statut de représentant des membres de l'action collective.

Le jugement d'autorisation est une étape préliminaire qui permet de débuter l'action collective. Ce jugement ne décide pas de la responsabilité de la défenderesse qui pourra faire valoir ses moyens de défense au procès. C'est à la suite de ce procès, qui aura lieu dans le district de Montréal, que la Cour supérieure décidera si la défenderesse, Meta Platforms Inc., doit être condamnée à verser une compensation aux membres et, dans ce cas, quel montant doit être versé.

QUI EST VISÉ?

Ce recours a été autorisé pour le compte des personnes faisant parties du groupe suivant :

> Toute personne, physique ou morale, qui a utilisé ou visité Facebook depuis le 15 mars 2020, et qui a vu ses affichages reliés directement ou indirectement à la pandémie Covid-19, censurés ou qui, ayant voulu le faire, n'a pu prendre connaissance ou accéder à ces affichages, alors qu'elle résidait au Québec ou y avait un établissement;

Toutes les personnes qui satisfont à ces critères pourraient avoir droit à une compensation monétaire en cas de succès de l'action collective.

QUE POURRIEZ-VOUS OBTENIR?

L'action collective réclame 2 000 $ pour chacun des membres qui a vu ses publications censurées et 1 000 $ pour ceux qui ont été simplement empêchés de visionner du contenu censuré.

LES FRAIS D'AVOCAT seront payés en cas de succès uniquement et selon un pourcentage des compensations versées aux membres du groupe qui sera approuvé par la Cour. **Vous n'avez donc rien à payer** à moins d'obtenir une compensation.

LE DROIT DE S'EXCLURE DU GROUPE

Si vous ne souhaitez pas être membre de l'action collective pour diverses raisons, vous pouvez vous exclure du groupe.

Vous n'aurez alors droit à aucune indemnité si un jugement favorable ou une entente intervient dans cette action collective, et vous serez libre d'intenter un recours individuel si vous le désirez.

Vous avez jusqu'au 18 décembre 2025 pour vous exclure de l'action collective.

Pour vous exclure, vous devez **faire parvenir une lettre à cet effet au greffe de la Cour supérieure du Québec** en indiquant le numéro de cour 500-06-001196-225 :

> **Greffe de la Cour supérieure du Québec**
> 1 rue Notre-Dame Est
> Montréal (Québec) H2Y 1B6

Le formulaire d'exclusion joint au présent avis vous est suggéré et, bien que cela ne soit pas obligatoire, les avocats de la demanderesse suggèrent de leur envoyer une copie de votre exclusion aux coordonnées suivantes :

> **Virtulex avocats**
> 69 rue Gabriel-Lacasse
> Gatineau (Québec) J9A 1K2
> virtulexavocats@gmail.com

Si vous ne faites rien, vous serez membre du groupe et serez lié par tout jugement rendu dans cette action. Vous ne pourrez pas intenter votre propre action individuelle en la matière.

RESTEZ INFORMÉ

Si vous souhaitez recevoir de l'information sur les progrès du dossier, vous pouvez **vous abonner à la liste d'envoi pour ce recours** auprès des avocats du demandeur en remplissant le formulaire au : https://forms.zohopublic.com/virtulexavocatssenc354/form/actioncollectivefacebook/formperma/CXYNJDNU9RzwuNI_mUAY-Z-Zt4PQiSN-v1zWCc7yZKA

ATTENTION. **Votre inscription à l'infolettre n'est pas une réclamation!** Si l'action

collective est couronnée de succès, vous devrez faire votre réclamation en suivant la procédure que le tribunal déterminera.

Vous pouvez aussi consulter le Registre des actions collectives où toutes les procédures doivent être publiées : https://www.registredesactionscollectives.quebec/, ainsi que la page web préparée par les avocats du représentant :
https://www.virtulexavocats.com/censure-liee-a-la-covid-19-facebook/

En cas de questions, vous pouvez contacter les avocats de Monsieur Leray aux coordonnées suivantes :

VIRTULEX AVOCATS

69 Gabriel-Lacasse
Gatineau QC J9A 1K2
819-743-2955
virtulexavocats@gmail.com

VERSION ANGLAISE

NOTICE OF AUTHORIZATION OF A CLASS ACTION
CHRISTIAN LERAY V. META PLATFORMS INC.
(S.C.M. Nº 500-06-001196-225)

On April 29, 2024, the Superior Court of Quebec has authorized a class action against Meta Platforms Inc., who operates the social network “Facebook”. The class action alleges that Facebook unjustifiably infringed the rights to freedom of expression and dignity of members of the authorized class by censoring or moderating content related to Covid-19, and seeks financial compensation and an injunction.

Mr. Christian Leray has been designated as the representative of the class members.

The authorization judgment is a preliminary step that allows the class action to begin. This judgment does not determine whether the defendant, who will be able to present its defence at trial, is in fact liable. Following the trial, which will take place in the district of Montreal, the Superior Court will decide whether the defendant, Meta Platforms Inc., should be ordered to compensate the class members and, if so, in what amount.

WHO IS TARGETED?

The class action was authorized on behalf of the following group of persons:

> Any person, natural or legal, who has been using or visiting Facebook since March 15, 2020, and who has seen their posts directly or indirectly linked to the Covid-19 pandemic, censored or who, having wanted to do so, has not been able to see or access these posts;

All individuals who meet these criteria might be entitled to a financial compensation if the class action is successful.

WHAT CAN YOU OBTAIN?

The class action seeks $2,000 for each class member whose posts were censored and $1,000 for those who were simply prevented from viewing censored content.

THE LAWYER'S FEES will be paid only in the event that the class action is successful, according to a percentage of the compensation paid to the class members that must be approved by the Court. As a result, **you do not have to pay anything** unless you obtain compensation.

THE CONCLUSIONS SOUGHT

The judgment on authorization identified the following conclusions sought by class members:

> ORDER the defendant to pay to the applicant, and to each class member who published Covid-19 pandemic related content on Facebook and who were censored, the amount of $1,000 as compensatory damages, with interests at the legal rate plus the additional indemnity provided by law since the filing of the application for authorization to institute a class action;
>
> ORDER the defendant to pay to the applicant, and to each class member who published Covid-19 pandemic related content on Facebook and who were censored, the amount of $1,000 as punitive damages, with interests at the legal rate plus the additional indemnity provided by law from the date of the judgment to be rendered on the merits;
>
> ORDER the defendant to pay to each class member who was prevented from viewing censored content when they wanted to do so, the amount of $500 as compensatory damages, with interests at the legal rate plus the additional indemnity provided by law from the date of filing of the application for authorization to institute a class action;
>
> ORDER the defendant to pay to each class member who was simply prevented from viewing censored content when they wanted to do so, the amount of $500 as punitive damages, with interests at the legal rate plus the additional indemnity provided by law from the date of the judgment to be rendered on the merits, except the members who do not have a Facebook account;
>
> ORDER the defendant to stop any form of censorship or ranking of publications that have the effect of preventing Facebook users from propagating and receiving messages or information contradicting those of the public health authorities, the governments, the World Health Organization or any similar organization;
>
> ORDER the collective recovery of the amounts owed to the class members;
>
> RECONVENE the parties within 30 days from the final judgment to determine the appropriate measures of distribution of the collectively recovered amounts;
>
> THE WHOLE with legal costs, including expert and opinion fees, as well as the expenses of the administrator, if any;

YOUR RIGHT TO OPT OUT OF THE CLASS ACTION

If you do not wish to be a member of the class for any reason, you may opt out from the class.

If you opt out, you will not be entitled to any compensation if a favourable judgment or settlement is reached in this class action, and you will be free to file your own individual action if you want to.

You have until December 18, 2025 to opt out of the class action.

To opt out, you must **send a letter to this effect to the clerk of the Superior Court of Quebec**, indicating the court number 500-06-001196-225:

> **Greffe de la Cour supérieure du Québec**
> 1, rue Notre-Dame Est Montréal
> (Québec) H2Y 1B6

The attached opt out form is suggested and, although not required, counsel for the applicant suggests that a copy of this letter also be sent to the following address:

> **Virtulex avocats**
> 69 rue Gabriel-Lacasse
> Gatineau (Québec) J9A 1K2
> virtulexavocats@gmail.com

If you do not take any action, you will be a member of the class action and will be bound by any judgment rendered in this action. You will be prevented from filing your own individual action for that matter.

THE NEXT STEPS

To determine whether the class action should succeed, a trial will be held in the District of Montreal.

The judgment on authorization identified the main factual and legal issues to be addressed collectively as follows:

a) Should the conflict rules of Quebec private international law be set aside, either totally or partially, under article 3076 C.C.Q.?

b) Does the Quebec courts have jurisdiction over the matter, whether pursuant to article 3148 or 3149 C.C.Q. or otherwise?

c) Should foreign law be excluded and does Québec law apply in whole or in part under articles 3081 or 3117 C.C.Q.?

d) Are Facebook's rules, including those framing the moderation of Covid-19 content during the pandemic, unenforceable against members considering article 11.2 C.P.A.?

e) In the event that Facebook's rules are applicable, should the following clauses be struck because they are abusive or contrary to public order:

   i. those allowing the defendant to moderate the content that it considers reprehensible in relation with the Covid-19 pandemic?

   ii. those granting the defendant a limitation or exemption from liability?

f) Do Facebook's rules and their application unlawfully infringe the right to freedom of expression of the class members?

g) In that eventuality, is the infringement with the right to freedom of expression unlawful and intentional?

h) Is the moderation of content effected by Facebook a wrongful behaviour that creates liability?

i) Is the defendant's fault intentional? Can the defendant exclude or limit its liability, considering articles 1474 and 1475 C.C.Q. and 10 C.P.A.?

j) Does article 272 C.P.A. allow punitive damages, considering that the defendant violated articles 10, 11.2, 19.1 and 54.4 C.P.A.?

k) What is the amount of compensatory damages owed to the class members, depending on whether their content has been censored or whether they were simply prevented from viewing censored content when they wanted to do so?

l) What is the amount of punitive damages owed to the class members – except those who did not have a Facebook account – depending on whether their content has been censored or whether they were simply prevented from viewing censored content when they wanted to do so?

YOU MAY APPLY TO INTERVENE

A member may apply to the Court to intervene in the class action. The Court will allow the intervention if it believes it is helpful to the class.

STAY INFORMED

If you wish to receive information on the progress of the case, **you can subscribe to the mailing list for this case** from the applicant lawyers' website by filling out the form at: https://forms.zohopublic.com/virtulexavocatssenc354/form/actioncollectivefacebook/formperma/CXYNJDNU9RzwuNl_mUAY-Z-Zt4PQiSN-v1zWCc7yZKA?zf_lang=en

IMPORTANT. **Your subscription to the newsletter is not a claim!** If the class action is successful, you will have to file your claim following the procedure determined by the court.

You can also consult the Registry of Class Action where all proceedings must be published: https://www.registredesactionscollectives.quebec, and the webpage of the applicant's lawyers: https://www.virtulexavocats.com/en/covid-19-censorship-facebook/

If you have any questions, you can contact Mr. Leray's lawyers using the information below:

VIRTULEX AVOCATS

69 Gabriel-Lacasse
Gatineau QC J9A 1K2
819-743-2955
virtulexavocats@gmail.com

VERSION ANGLAISE – ABRÉGÉE

NOTICE OF AUTHORIZATION OF A CLASS ACTION
CHRISTIAN LERAY V. META PLATFORMS INC.
(S.C.M. Nº 500-06-001196-225)

On April 29, 2024, the Superior Court of Quebec has authorized a class action against Meta Platforms Inc., who operates the social network "Facebook". The class action alleges that Facebook unjustifiably infringed the rights to freedom of expression and dignity of members of the authorized class by censoring or moderating content related to Covid-19, and seeks financial compensation and an injunction.

Mr. Christian Leray has been designated as the representative of the class members.

The authorization judgment is a preliminary step that allows the class action to begin. This judgment does not determine whether the defendant, who will be able to present its defence at trial, is in fact liable. Following the trial, which will take place in the district of Montreal, the Superior Court will decide whether the defendant, Meta Platforms inc. should be ordered to compensate the class members and, if so, in what amount.

WHO IS TARGETED?

The class action was authorized on behalf of the following group of persons:

> Any person, natural or legal, who has been using or visiting Facebook since March 15, 2020, and who has seen their posts directly or indirectly linked to the Covid-19 pandemic, censored or who, having wanted to do so, has not been able to see or access these posts;

All individuals who meet these criteria might be entitled to a financial compensation if the class action is successful.

WHAT CAN YOU OBTAIN?

The class action seeks $2,000 for each class member whose posts were censored and $1,000 for those who were simply prevented from viewing censored content.

THE LAWYER'S FEES will be paid only in the event that the class action is successful, according to a percentage of the compensation paid to the class members that must be approved by the Court. As a result, **you do not have to pay anything** unless you obtain compensation.

YOUR RIGHT TO OPT OUT OF THE CLASS ACTION

If you do not wish to be a member of the class for any reason, you may opt out from the class.

If you opt out, you will not be entitled to any compensation if a favourable judgment or settlement is reached in this class action, and you will be free to file your own individual action if you want to.

You have until December 18, 2025 to opt out of the class action.

To opt out, you must **send a letter to this effect to the clerk of the Superior Court of Quebec**, indicating the court number 500-06-001196-225:

> **Greffe de la Cour supérieure du Québec**
> 1, rue Notre-Dame Est Montréal
> (Québec) H2Y 1B6

The attached opt out form is suggested and, although not required, counsel for the applicant suggests that a copy of this letter also be sent to the following address:

> **Virtulex avocats**
> 69 rue Gabriel-Lacasse
> Gatineau (Québec) J9A 1K2
> virtulexavocats@gmail.com

If you do not take any action, you will be a member of the class action and will be bound by any judgment rendered in this action. You will be prevented from filing your own individual action for that matter.

STAY INFORMED

If you wish to receive information on the progress of the case, **you can subscribe to the mailing list for this case** from the applicant lawyers' website by filling out the form at: https://forms.zohopublic.com/virtulexavocatssenc354/form/actioncollectivefacebook/formperma/CXYNJDNU9RzwuNI_mUAY-Z-Zt4PQiSN-v1zWCc7yZKA?zf_lang=en

IMPORTANT. **Your subscription to the newsletter is not a claim!** If the class action is successful, you will have to file your claim following the procedure determined by the court.

You can also consult the Registry of Class Action where all proceedings must be published: https://www.registredesactionscollectives.quebec, and the webpage of the applicant's lawyers: https://www.virtulexavocats.com/en/covid-19-censorship-facebook/

If you have any questions, you can contact Mr. Leray's lawyers using the information below:

69 Gabriel-Lacasse
Gatineau QC J9A 1K2
819-743-2955
virtulexavocats@gmail.com

FORMULAIRE D'EXCLUSION DE L'ACTION COLLECTIVE

Je ne veux pas être membre de l'action collective mentionnée ci-après, ni recevoir quelque bénéfice découlant de toute entente intervenue dans le cadre de cette action collective :

CHRISTIAN LERAY c. META PLATFORMS INC. - 500-06-001196-225

En complétant ce formulaire, je comprends que :

- Je ne pourrai pas participer aux procédures judiciaires, ni recevoir de bénéfice ou d'indemnité dans le cadre d'un jugement ou d'une entente dans cette action;

- Dans la mesure où je veux poursuivre Meta Platforms inc. en justice, je devrai entreprendre mon propre recours individuel à mes propres frais.

- De plus, je sais qu'il y a des délais de rigueur à l'intérieur desquels je dois déposer une action judiciaire. L'autorisation d'exercer la présente action collective a eu pour effet de suspendre le délai de prescription à partir du moment où la *Demande d'autorisation d'exercer une action collective* a été déposée. Ce délai recommencera à courir contre moi à partir de la date à laquelle j'aurai rempli ce Formulaire d'exclusion.

Si vous désirez vous exclure, vous devez remplir et envoyer, par courrier recommandé ou certifié, le présent Formulaire d'exclusion, au plus tard le 18 décembre 2025*, au greffier de la Cour supérieure du district de Montréal à l'adresse suivante :

Greffe de la Cour supérieure (chambre des actions collectives) District de Montréal
1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1B6
Dossier No : 500-06-001196-225

CECI N'EST PAS UN FORMULAIRE DE RÉCLAMATION	
Nom:_____ Adresse: _____ _____ Telephone: _____ Courriel: _____	
JE RECONNAIS QU'EN M'EXCLUANT, JE NE SERAI PAS ADMISSIBLE À RECEVOIR UNE INDEMNISATION DÉCOULANT D'UN RÈGLEMENT OU D'UN JUGEMENT DANS LE CADRE DE LA	
Date:	Signature: _____

* Un membre du groupe qui n'a pas demandé son exclusion au plus tard le 18 décembre 2025 sera lié par tout jugement qui pourra être rendu dans le cadre de l'action collective.

CLASS ACTION EXCLUSION FORM

I do not want to be a member of the below-mentioned class action, nor would I want to receive any benefits stemming from an agreement in said class action lawsuit:

CHRISTIAN LERAY v. META PLATFORMS INC. - 500-06-001196-225

In filling out this form, I understand that:

- I will not be able to partake in the court proceedings nor receive any benefit or indemnity in the event of a judgment or agreement in this action;
- In the event that I want to sue Meta Platforms inc., I will have to take on my own individual action at my own expense;
- In addition, I know that there are strict deadlines within which I must file a legal action. The authorization to exercise this class action has had the effect of suspending the limitation period from the time the application for authorization to institute a class action was filed. This period will start to run against me again from the date of which I would have completed this Exclusion Form.

If you wish to exclude yourself, you must fill out and send this Exclusion Form, no later than December 18, 2025*, to the Clerk of the Superior Court in the District of Montreal at the following address:

Court office of the Superior Court
(class action division)
District of Montreal
1, Notre-Dame East, Montreal (Quebec), H2Y 1B6
File number : 500-06-001176-227

Name: _____

Address: _____

Telephone: _____

E-mail: _____

Date:	Signature:

* A member of the group that has not asked to be excluded from the above-mentioned class action by December 18, 2025 will be bound by any judgment rendered in the context of the class action.